

Notice descriptive d'accessibilité des personnes handicapées et à mobilité réduite aux Établissements et Installations ouvertes au public (E.R.P. et I.O.P.)

prévue par les articles R.111-19-18 et R.111-19-19 du Code de la construction et de l'habitation

1- RAPPELS

Réglementation

- Loi n° 2005-102 du 11 février 2005
- Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 modifié par le décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007
- Arrêtés du 1^{er} août 2006, du 21 mars 2007, du 11 septembre 2007 et du 30 novembre 2007
- Circulaire interministérielle DGUHC 2007-53 du 30 novembre 2007 et ses annexes

L'obligation concernant les ERP et IOP

Les exigences d'accessibilité des ERP et IOP sont définies par les articles R.111-19 à R.111-19-12 du code de la construction et de l'habitation.

L'article R. 111-19-1 précise :

« Les établissements recevant du public définis à l'article R. 123-2 et les installations ouvertes au public doivent être accessibles aux personnes handicapées, **quel que soit leur handicap.**

« L'obligation d'accessibilité porte sur les parties extérieures et intérieures des établissements et installations et concerne les circulations, une partie des places de stationnement automobile, les ascenseurs, les locaux et leurs équipements.

Définition de l'accessibilité :

L'accessibilité est une obligation de résultat, il s'agit d'assurer l'usage normal de toutes les fonctions de l'établissement ou de l'installation.

Art. R. 111-19-2. - *"Est considéré comme accessible aux personnes handicapées tout bâtiment ou aménagement permettant, dans des conditions normales de fonctionnement, à des personnes handicapées, avec la plus grande autonomie possible, de circuler, d'accéder aux locaux et équipements, d'utiliser les équipements, de se repérer, de communiquer et de bénéficier des prestations en vue desquelles cet établissement ou cette installation a été conçu. Les conditions d'accès des personnes handicapées doivent être les mêmes que celles des personnes valides ou, à défaut, présenter une qualité d'usage équivalente. "*

2- OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE

En fin de travaux soumis à permis de construire l'engagement pris par le maître d'ouvrage de respecter les règles de constructions sera confirmé par la fourniture d'une **ATTESTATION DE PRISE**

EN COMPTE DES REGLES D'ACCESSIBILITE telle que définie par les articles R.111-19-27 et

R.111-19-28 du code de la construction et de l'habitation :

Pour les dossiers soumis à permis de construire, le demandeur doit faire établir une attestation à l'issue de l'achèvement des travaux.

Cette attestation est établie par un contrôleur technique titulaire d'un agrément l'habilitant à intervenir sur les bâtiments ou par un architecte au sens de l'article 2 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, qui ne peut pas être celui qui a conçu le projet, établi

les plans ou signé la demande de permis de construire.

Le maître d'ouvrage adresse l'attestation à l'autorité qui a délivré le permis de construire et au maire dans un délai maximal de trente

jours à compter de la date de l'achèvement des travaux. Cette attestation est jointe à la déclaration d'achèvement prévue par l'article R.462-1 du code de l'urbanisme.

Est puni d'une amende prévue pour les contraventions de la 5e classe, le fait pour une personne ne remplissant pas les conditions prévues

au 1er alinéa de l'article R.111.19.27, d'établir une attestation. Est puni de la même peine, le fait de faire usage d'une attestation établie

par une personne ne remplissant pas les conditions définies au 1er alinéa de l'article R.111-19-27. La juridiction peut prononcer la peine

d'affichage de la décision et de diffusion de celle-ci dans les conditions prévues par l'article 131-35 du code pénal. En cas de récidive, le

maximum de la peine encourue est majoré dans les conditions définies par les articles 132-11 et 132-15 du code pénal.

3 - EXIGENCES GÉNÉRALES D'ACCESSIBILITÉ

Le projet doit intégrer l'accessibilité à **tous les types de handicaps** (physiques, sensoriels, cognitifs, mentaux ou psychiques).

C'est ainsi que seront notamment pris en compte :

- Pour la déficience visuelle : des exigences en termes de guidage, de repérage et de qualité d'éclairage
- Pour la déficience auditive : des exigences en termes de communication, de qualité sonore et de signalisation adaptée
- Pour la déficience intellectuelle : des exigences en termes de repérage et de qualité d'éclairage
- Pour la déficience motrice : des exigences spatiales, de stationnement et de circulation adaptés, de cheminement extérieur et intérieur, de qualité d'usage des portes et équipements.

Avertissement : cette notice a été élaborée pour vous aider à respecter les dispositions du décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007. D'autres types de notices peuvent être utilisées, mais les éléments de détails prévus par ce décret devront impérativement y figurer.

Par ailleurs, ce document a pour principal objectif de décrire comment votre projet répond aux obligations réglementaires. Les cases prévues à cet effet doivent être remplies le plus exhaustivement possible en

tenant compte de l'avancement des réflexions au moment du dépôt du dossier. Les dispositions non encore définitives pourront faire l'objet d'ajustements mais il convient toutefois d'indiquer qu'elles seront prises en compte ultérieurement.

Version janvier 2011

La directrice du
Secrétariat Général
Commun Départemental
Marjorie SAUTAREL

PRINCIPALES DISPOSITIONS TECHNIQUES CONCERNANT LE PRESENT PROJET

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE DEMANDEUR ET L'ETABLISSEMENT

1 – DEMANDEUR (bénéficiaire de l'autorisation)

Personne morale : Secrétariat Général Commun Départemental

Pour les personnes morales, nom du représentant légal ou statutaire : Mme Marjorie Sautarel

ADRESSE : 16 Place JEAN JAURÈS

Code postal Commune : 42007 SAINT-ETIENNE

Téléphone fixe : 04 77 48 45 50

Mail : marjorie.sautarel@loire.gouv.fr

2 – ETABLISSEMENT

NOM de l'établissement : Site Waldeck Rousseau

ACTIVITE avant travaux : Administration publique **après travaux :** Administration publique

IDENTITE du futur exploitant : Etat Français (SGC) Profession libérale oui non

TYPE(S) et CATEGORIE de l'établissement (selon R123-19 du CCH - voir fiche sécurité) :

Etablissement 5^{ème} catégorie type W

ADRESSE : 14 rue Waldeck Rousseau

Code postal Commune 42300 ROANNE

3 – DIAGNOSTIC D'ACCESSIBILITE ET MISE EN CONFORMITE

Ce dossier fait-il suite à la réalisation d'un diagnostic des conditions d'accessibilité : oui ⁽¹⁾ non

Si oui, identité du diagnostiqueur : date de réalisation :/...../.....

Constitue-t-il l'unique dossier de mise en accessibilité du bâtiment en vue de sa mise en conformité d'ici au 31/12/2014 : oui ⁽²⁾ non

Si non, à quand estimez-vous la date prévisionnelle de dépôt du dernier dossier de mise conformité globale :/...../.....

⁽¹⁾

Joindre l'extrait de diagnostic préconisant ces travaux

⁽²⁾

Joindre l'échéancier prévisionnel de travaux ou le phasage des travaux

RENSEIGNEMENTS NECESSAIRES A LA BONNE COMPREHENSION DU DOSSIER

1 - Descriptif des travaux envisagés

Réhabilitation-extension d'un ensemble de bâtiment en ensemble de bureaux, dont une partie accessible au public (bureaux CIO en RDC et salles de réunion au R+1) et construction d'un local PAC. Démolition d'un bâtiment. Création d'un élévateur PMR (EPMR) dans le bâtiment principal.

2 -Cheminements extérieurs

- *Caractéristiques minimales à respecter pour le cheminement usuel (largeur, pente, espaces de manoeuvre de portes, de demi tour, de repos, d'usage,)*
- *Repérage, guidage (contraste visuel, signalisation, ...)*
- *Sécurité d'usage (hauteur sous obstacles, repérage vide sous escaliers, éveil de vigilance en haut des escaliers, ...)*
 - *Qualité d'éclairage (minimum 20 lux), ...*

Le cheminement extérieur est accessible depuis la limite de propriété du terrain, jusqu'à l'entrée principale du bâtiment.

Ce dernier est horizontal sans ressaut et est composé d'un repère continu contrasté tactilement et visuellement.

Le cheminement a une largeur supérieure à 1.20m et ne comporte pas de rétrécissement ponctuel inférieur à 0.90m. La pente du cheminement est inférieure à 4% et ne nécessite pas de rampe.

Le dévers du cheminement sera inférieur ou égal à 2%.

Les espaces de manœuvres sont positionnés devant les portes et ont pour dimensions 1,40 x 1,70 m si la porte s'ouvre en poussant, ou 1,40x2,20 m si la porte s'ouvre en tirant.

Les espaces de manœuvre avec possibilité de demi-tour ont un diamètre de 1,50m.

Ceux-ci sont repérés sur les plans.

Le sol du cheminement extérieur accessible est en revêtement drainant non meuble pour le trottoir et en enrobé pour la chaussée. Ceux-ci sont non meubles, non glissants, non réfléchissants et sans obstacle à la roue. Les trous au sol ont un diamètre inférieur à 2 cm.

Les parois vitrées situées sur le cheminement à en bordure immédiate sont repérées par une bande adhésive marquant un contraste visuel.

Les chanfreins et seuil sont arrondis et chanfreinés et ils ont une hauteur inférieure à 2cm. Il n'y a pas d'alignement de chanfreins successifs à moins de 2m50.

3 -Stationnement

- Nombre : 2% du nombre total de places pour le public, situées à proximité de l'entrée, du hall d'accueil, de l'ascenseur, ...
- Caractéristiques minimales à respecter avec signalisation verticale et marquage au sol
- Raccordement avec cheminement horizontal sur une longueur de 1,40m minimum
- Valeur d'éclairement prévue (50 lux en tout point des circulations piétonnes des parcs de stationnement, 20 lux en tout autre point des parcs de stationnement), ...

Une place de stationnement PMR est aménagée à proximité de l'accès principale au bâtiment. L'emplacement est signalé par un marquage au sol ainsi qu'une signalisation verticale.

La place de stationnement a une largeur de 3.30 et une longueur de 5m minimum et aura un dévers inférieur ou égal à 2%.

Celle-ci est raccordée à l'entrée du bâtiment via le cheminement accessible.

4 -Accès aux bâtiments

- Descriptif le cas échéant du dispositif de contrôle d'accès (digidocodes, visiophones)
- Entrées principales facilement repérables (éléments architecturaux, matériaux différents, ...)
- Caractéristiques à respecter (seuil, largeur de portes, conditions de filtrage, ...)
- Positionnement des systèmes de communication et des dispositifs de commande (interphone, poignées), ...

L'entrée est facilement repérable et détectable. La dénomination du bâtiment est située à proximité immédiate de la porte d'entrée.

5 - Accueil du public

- Caractéristique des guichets, banques d'accueil, caisses de paiement, comptoirs, ...
- Mobilier adapté pour les personnes circulant en fauteuil roulant et facilement repérable
- Si accueil sonorisé prévoir induction magnétique et pictogramme correspondant
- Qualité d'éclairage (minimum 200 lux), ...

Une banque d'accueil est accessible aux personnes à mobilité réduite. Celle-ci a une hauteur maximale de 80cm et présente un vide en partie inférieure d'au moins 30cm de profondeur, 60cm de largeur et 70cm de hauteur.

L'éclairage au droit du mobilier d'accueil est de 100 lux minimum

6 -Circulations intérieures horizontales

- *Éléments structurants repérables par les déficients visuels*
- *Caractéristiques minimales à respecter (largeur des circulations, largeur des portes, espaces de manoeuvre de portes , ...)*
 - *Qualité d'éclairage (minimum 100 lux),*

Les circulations intérieures ont une largeur supérieure à 1m20. Les rétrécissements ponctuels sont supérieurs à 90cm et les dévers inférieurs à 2%.

Les seuils et ressauts sont inférieurs à 2cm et ils sont arrondis et chanfreinés.

Les espaces de manoeuvres de portes sont positionnés le long des cheminements accessibles et représentés sur les plans intérieurs, tout comme les espaces d'usages (0m80 par 1m30) devant les équipements ou les aménagements le nécessitant.

La nature des revêtements de sol est non meuble, non glissante, non réfléchissante et sans obstacle à la roue. Les trous en sol ont un diamètre ou une largeur inférieure à 2 cm.

L'éclairage des circulations intérieures est de 100 lux minimum.

Le cheminement est libre de tout obstacle.

7 -Circulations verticales

Escaliers

- *Contraste visuel et tactile en haut des escaliers, qualité d'éclairage (minimum 150 lux),*
- *Caractéristiques minimales à respecter (largeur des escaliers, hauteur des marches et giron, mains courantes contrastée, ...), ...*

Ascenseurs

- *Obligation d'ascenseur si accueil en étages de plus de 50 personnes (100 pour type R) ou prestations différentes de celles offertes au niveau accessible*
- *Conforme à la norme EN 81-70 (dimensionnement, éclairage, appui, indications liées au mouvement de la cabine, annonce des étages desservis, ...)*
 - *Possibilité d'élévateurs à usage permanent par voie dérogatoire, ...*

L'escalier desservant l'étage présentera les caractéristiques suivantes :

- La largeur minimale entre mains courantes est de 1 m
- L'escalier existant est inchangé dans le cadre des travaux.
- En haut de chaque volée de l'escalier, un revêtement de sol permettra l'éveil de la vigilance à une distance de 0,50 m de la première marche grâce à un contraste visuel et tactile.
- La première et la dernière marche seront pourvues d'une contremarche d'une hauteur minimale de 0,10 m, visuellement contrastée par rapport à la marche sur au moins 0,10 m de hauteur.
- Les nez de marches seront visuellement contrastés sur au moins 3 cm en horizontal, non glissants, sans débord excédant une dizaine de millimètres par rapport à la contremarche.

Eclairage du cheminement au niveau des escaliers intérieurs de 150 lux au moins

Les escaliers comporteront une main courante de chaque côté dont sa hauteur sera comprise entre 0,80 m et 1,00 m mesurée depuis le nez de marche. Elles seront prolongées horizontalement de la longueur d'un giron au-delà de la première et de la dernière marche de chaque volée sans pour autant créer d'obstacle au niveau des circulations horizontales. Elle sera continue, rigide et facilement préhensible et visuellement contrasté.

Afin de permettre aux utilisateurs en fauteuil roulant l'accès à l'étage, une plate-forme

élévatrice sera mise en œuvre.

La plate-forme a une dimension utile minimale de 90x140. Celle-ci peut soulever une charge de 250 kg/m². La commande est positionnée de manière à être utilisable par une personne en fauteuil roulant.

La porte ou le portillon d'entrée a une largeur nominale minimale de 0,90 m correspondant à une largeur minimale de passage utile de 0,83 m.

Nous sollicitons l'avis de la commission de sécurité pour une demande de dérogation concernant la hauteur de course de la plate-forme élévatrice. La dérogation est présentée en annexe.

8 -Tapis roulants, escaliers et plans inclinés mécaniques

- *Ne peuvent remplacer un ascenseur obligatoire*

– *Doivent être doublés par un cheminement accessible non mobile ou par un ascenseur, ...*

Sans objet

9 - Nature et couleur des matériaux de revêtements et qualité acoustique

- *Nature et couleur des matériaux et revêtements de sols, murs et plafonds (Les matériaux doivent éviter toute*

gêne sonore ou visuelle, dans ce but ils doivent respecter certaines dispositions)

- *Traitement acoustique des espaces d'accueil, d'attente du public et de restauration – matériaux prévus (niveaux de performance visés en termes d'isolement acoustique et d'absorption des sons - aire d'absorption des revêtements et éléments absorbants > 25 % de la surface au sol de ces locaux)*

Les revêtements des espaces d'accueil, d'attente ou de restauration sont conformes à la réglementation en vigueur ou aire d'absorption équivalente supérieur à 25% de la surface au sol

10 - Portes, portiques et sas

- *Dimensionnement des portes battantes, des portes automatiques, des portillons (largeur des portes, positionnement des poignées, résistance des fermes-portes, repérage des parties vitrées, ...)*

- ...

Un espace de manœuvre est prévu devant chaque porte : ouverture frontale ou latérale 1m20 par 1m70 en poussant ou 1m20 par 2m20 en tirant.

La largeur des portes est supérieure à 0m80 (locaux < à 100 personnes), et 1m20 au-delà. Pour toutes les portes à plusieurs vantaux, le vantail principal est supérieur à 0m80. Les poignées sont facilement préhensibles.

L'effort pour ouvrir la porte est inférieur à 50N.

Les portes vitrées sont repérées et le dispositif de manœuvre est contrasté par rapport à l'environnement.

11 - Locaux ouverts au public, équipements et dispositifs de commande

- *Description des appareils distributeurs, des dispositifs d'information et de communication divers, notamment signalétique, écrans, panneaux à messages défilants, bornes d'information, dispositifs de sonorisation*

- *Hauteur et emplacement des équipements et dispositifs de commande destinés au public, notamment dispositifs d'ouverture de portes, interrupteurs, commandes d'arrêt d'urgence, (Nécessité d'un repérage aisé des équipements et dispositifs de commandes - contraste visuel, signalisation, ...)*

- *Caractéristiques minimales du vide nécessaire en partie inférieure des guichets, mobiliers à usage de*

- lecture, d'écriture ou d'utilisation d'un clavier*
- *Information sonore doublée par une information visuelle*
 - ...

Les bureaux sont accessibles aux personnes à mobilité réduite. Ils ont une hauteur maximale de 80cm et présentent un vide en partie inférieure d'au moins 30cm de profondeur, 60cm de largeur et 70cm de hauteur.

12 - Sanitaires

- *Localisation et caractéristiques minimales à respecter pour les sanitaires accessibles aux personnes handicapées*
- *Espace latéral libre à côté de la cuvette, espace de manœuvre de porte avec possibilité de demi-tour à l'intérieur ou à défaut à l'extérieur*
- *Positionnement de la cuvette, de la barre d'appui (hauteur), des accessoires tels que miroir, distributeur de savon, sèche-mains, ...*
- *Obligation d'un lave mains à l'intérieur des sanitaires adaptés*
- ...

Il existe 3 sanitaires accessibles au public. Les sanitaires sont mixte.

Un lavabo PMR est prévu dans le sanitaire, à une hauteur de 0,85m et comporte un vide en partie inférieure d'au moins 30cm de profondeur, 60cm de largeur et 70cm de hauteur. Un espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour est prévu, soit un cercle d'un diamètre de 1m50.

L'intérieur du cabinet accessible comporte un dispositif permettant de refermer la porte, un espace d'usage latéral de 0m80 par 1m30.

La hauteur de la cuvette est située entre 0m45 et 0m50.

La barre d'appui latérale est située à une hauteur comprise entre 0m70 et 0m80 du sol.

La commande de chasse d'eau est facilement accessible et manœuvrable.

La distance entre l'axe de la cuvette et la barre d'appui est comprise entre 0m40 et 0m45.

13 - Sorties

- *Les sorties correspondantes à un usage normal du bâtiment doivent être repérables de tout point et sans confusion avec les sorties de secours*

Les sorties sont aisément repérées, détectées, atteintes et utilisées par les personnes handicapées.

14 - Etablissements ou installations recevant du public assis

- *Nombre de places accessibles, taux par rapport au nombre total, localisation, cheminement permettant d'y accéder depuis l'entrée*

Sans objet

15 - Etablissements disposant de locaux d'hébergement

- *Nombre et caractéristiques des chambres, salles d'eau, cabinets d'aisance accessibles, taux de ces chambres et locaux par rapport au nombre total, localisation, répartition par catégorie)*

Sans objet

**16 - Etablissements ou installations comportant des cabines d'essayage,
d'habillage ou
de déshabillage, des douches**

– *Nombre et caractéristiques des cabines et douches accessibles*

Sans objet

17 - Etablissements comportant des caisses de paiement disposées en batterie

– *Nombre et localisation des caisses accessibles)*

Sans objet

Date et signature du demandeur,

La directrice du
Secrétariat Général
Commun Départemental
Marjorie SAUTAREL